



Au cours d'une conférence de presse animée tenue jeudi 17 septembre, le Réseau des Défenseurs des droits de l'homme de l'Afrique centrale (REDHAC) s'est prononcé à son tour sur les manifestations publiques organisées par le MRC du Professeur Maurice Kamto prévues le 22 septembre prochain, avec pour objectif faire partir Paul BIYA du pouvoir.

La Directrice Exécutive Maximilienne C. Ngo MBE s'est prononcé sur la tenue de ces manifestations et a invité les gouvernants au respect des normes prescrites par la constitution camerounaise et à "la tenue d'une Commission-Vérité-Justice et Réconciliation dont la proposition concrète a été déposée dans les bureaux du Chef de l'Etat et d'autres membres du gouvernement ainsi que certains membres des partis politiques et institutions régionales et internationales". "Enfin nous encourageons les forces de défense et de sécurité de ne pas user de leurs armes et/ou prêter le flanc à cette violence afin de préserver la PAIX que le Chef de l'Etat prône", a-t-elle fait savoir.

Ci-dessous l'intégralité de la communication du Rhedac:

Mesdames et Messieurs les journalistes

En d'autres circonstances, nous vous aurons souhaité une chaleureuse bienvenue ici chez nous, chez vous au siège du REDHAC. Mais convenez avec nous que la situation qui prévaut actuellement au Cameroun ne laisse pas beaucoup de place à quelque assurance ou quiétude que ce soit. Il y'a péril en la demeure, et ce n'est là qu'un euphémisme. Toutefois, c'est avec beaucoup d'émotions que de vous retrouver après plus de cinq mois de confinement qui ont mis

nos activités en berne. Nous profitons de l'accalmie observée et surtout d'une actualité qui ne cesse de dégager de forts relents de roussi en perspective pour partager avec vous notre psychose et nos craintes en faisant avec vous le tour de cette actualité, et de bien d'autres.

Voici bientôt un an qu'a pris fin ce que le gouvernement a appelé le Grand Dialogue national, avec à la clé des résolutions qui ont fait l'objet de surabondance communication et médiatisation qui n'ont pourtant pas dépassé le cadre des bonnes intentions. Certes, le gouvernement a déjà implémenté certaines de ces résolutions qui sont entre autres l'admission sur titre à École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) des auditeurs de justice de la Comon Law, et d'autres mesures qui n'ont pas refreiné les ardeurs guerrières dans les régions en crise du Nord-Ouest et Sud-Ouest.

Ces atrocités et tueries continuent de rythmer le quotidien de ceux des habitants de ces régions qui résistent encore aux sirènes qui les exhortent à fuir leur terroir pour les régions apparemment plus paisibles.

Malgré les violations flagrantes des droits humains et d'autres limites liées au système électoral ayant entachées le double scrutin du 09 février 2020 (municipales et législatives), le gouvernement entend, vaille que vaille, organiser les élections régionales au mépris total des recommandations faites par la société civile et des récriminations fondées évoquées par les partis politiques, les autorités religieuses et traditionnelles ; et sans même que le contentieux du double scrutin cité plus haut n'ait même été vidé par le Conseil constitutionnel. Certains se demandent pourquoi un tel entêtement à se comporter comme des forcenés qui veulent têtes baissées marcher sur les terres brûlées et des morts pour atteindre des objectifs inavoués et au mépris de tout respect des droits humains, des libertés fondamentales et des textes et traités internationaux et régionaux des droits humains, de la gouvernance, et de la démocratie. Tout se passe comme qui dirait : « les chiens aboient, la caravane passe ».

Comment ne pas évoquer ces personnes civiles dont des femmes, des bébés, et des éléments des forces de sécurité, victimes de la terreur des séparatistes et de ce qu'on camoufle sous le qualificatif de bavures des forces de sécurité.

Qu'on se le dise une fois pour toutes, rien, mais alors aucun élément tangible ne montre que ce sont les armes ou une quelconque terreur mise en branle qui pourraient de quelque manière que ce soit ramener la paix dans les deux régions qui depuis 4 ans ploient sous le poids d'une interminable crise initiale devenue guerrière. C'est au contraire, et seulement une mise en branle efficace et formelle mais surtout responsable d'apaisement en toute humilité qui le fera.

Ce ne sont donc pas des solutions sparadraps et de saupoudrage en vigueur actuellement qui vont servir à quoi que ce soit et apporter la moindre solution. Ce n'est pas, mais alors pas du tout l'interdiction du commerce des machettes et autres fers à béton, ni les communiqués va-t-en guerre émanant du ministre de l'Administration Territoriale et de celui de la Communication qui modifieront la donne sur le terrain. C'est peine perdue pour ne pas dire une exacerbation des tensions. Les expériences d'ailleurs qui devraient nous servir de leçon démontrent à souhait que le terrorisme est comme cette bête de la mythologie qui renaît de ses cendres.

Nous avons sous les yeux les exemples Libyen, Somalien, Afghan, et bien d'autres. Ces

exemples devraient inspirer les dirigeants camerounais qui doivent prendre en compte les exhortations de la société civile, de toutes les autres forces vives nationales, de la communauté internationale, des pays amis et des partenaires bilatéraux.

Au lieu de cela, nous assistons ces derniers temps à une obstination malade du gouvernement à museler ceux qui refusent de chanter ses airs. Bamenda est depuis le 8 septembre 2020, sous un régime spécial baptisé « Bamenda clean ». Les régions du Centre, du Littoral et de l'Ouest sont sous un couvre-feu qui ne dit pas son nom sur les instructions et directives du MINAT aux gouverneurs de ces trois régions. A leur tour, ces hauts fonctionnaires ont sorti des arrêtés interdisant toutes manifestations et réunions dites non déclarées dans leurs régions respectives jusqu'à nouvel avis.

C'est le lieu de rappeler à Messieurs le ministre de l'Administration Territoriale et à ses collaborateurs les gouverneurs qu'une telle initiative relève des sous-préfets à qui incombe la responsabilité de l'ordre public.

Sur ces entrefaites et pour illustrer cette façon de gouverner à l'emporte-pièce en bafouant sans vergogne les droits humains, rappelons le cas connu de vous (car la presse l'a abondamment relayé) de cette femme, cadre du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) à Douala 4e, qui a été interpellée le dimanche 13 septembre 2020, juste parce que, dans une courte vidéo (de sources concordantes), elle battait le rappel de ses camarades en vue des manifestations de son Parti prévues le 22 septembre 2020. Il faut le dire sans ambages, cela relève ni plus ni moins à une violation flagrante du droit à la liberté d'expression, d'opinion et une atteinte inacceptable aux libertés fondamentales.

Aussi, pas plus tard que la semaine dernière, l'Union des Populations du Cameroun commémorait la semaine des martyrs tombés durant la guerre d'indépendance. Notamment l'assassinat de Ruben Um Nyobè en 1958. Deux manifestations ont eu lieu respectivement à Eséka et à Ekitè, près d'Edéa. L'administration et le parti-Etat du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) se sont faits curieusement représentés à Ekitè auprès d'un homme déchu par la justice du titre de Secrétaire Général de l'UPC par le tribunal administratif du Centre.

Vous avez dit deux poids deux mesures ? Voilà que l'Etat et le parti au pouvoir piétinent sans vergogne l'autorité de la chose jugée. C'est peut-être aussi l'occasion pour nous de vous rappeler qu'un communiqué signé du bâtonnier émérite Me Charles Tchoungang informe qu'ils ont reçu mandat d'engager des poursuites pénales à tout média qui continuerait à recevoir M. Bapoo Lipot Robert en qualité de secrétaire général de l'UPC.

Pour la société civile soucieuse du respect des principes d'un Etat de Droit qui se caractérise par la séparation effective des pouvoirs, des droits humains, des libertés fondamentales, les pouvoirs publics se doivent d'honorer les engagements régionaux et internationaux auxquels le gouvernement a librement souscrit et de respecter les lois en vigueur au Cameroun, notamment la loi N°90/055 du 19 décembre 1990 fixant le régime des réunions et des manifestations publiques au chapitre 2 art3 A1 qui dispose : les réunions publiques, quel que soit l'objet sont libres. C'est donc clair qu'il y a des abus et violations flagrants et criards sur les cas évoqués. Nous le dénonçons et le condamnons avec la dernière énergie.

Entre temps les communautés villageoises de Bonassama dans le même arrondissement et de Bali à Douala l'ont sorties en masse pour s'élever contre la nomination de certains chefs traditionnels « chez elles ».

Par ailleurs, tout observateur averti note une résurgence du fléau du repli identitaire au Cameroun preuve s'il en était encore étant l'avalanche de memoranda qui pullulent et s'enchaînent, que dire des propos haineux sur les réseaux sociaux, la montée du tribalisme étrié bien entretenu et instrumentalisé par le gouvernement, sans oublier des comportements et attitudes aux relents inquiétants mettant à mal la notion du vivre ensemble et de paix pourtant brandie comme un trophée. À tout ceci s'ajoutent les défis économiques liés à la mal gouvernance démocratique et à la pandémie de la COVID-19.

Les défenseur(e)s et journalistes paient aussi là le lourd tribut par les menaces tous azimuts par certains hauts gradés de l'armée et certains ministres bien connus tels le ministère de l'enseignement supérieur (cas de notre collègue Agbor Nkongho Balla), et du Ministre de l'Administration Territoriale ou encore celui de la communication qui nous brandissent le spectre des proverbes de l'utilisation de la loi N° 2014 pour nous qualifier de terroristes.

Comment comprendre que notre devise "paix travail- patrie" est foulée au sol par ceux-là même qui ont la charge de l'implémenter. Comment comprendre une telle violence de l'Etat qui veut outrepasser la notion de la NATION ? Comment comprendre que certains commis de l'Etat au service des populations utilisent la terreur y compris certains "intellectuels" et des membres du parti au pouvoir comme Mme Zogo ce matin à Canal2: « l'Etat a le monopole de la violence légitime » en toute impunité ? Est-ce ce qu'il faut comprendre ?

Alors que tous les discours concourent à la recherche de la paix durable dans notre pays. Pour les organisations de la société civile, soucieuses du respect des Droits Humains et libertés fondamentales, l'Etat du Cameroun doit impérativement :

- Rappeler son gouvernement au strict respect :

a) de la constitution du Cameroun et de sa Devise,

b) des instruments et traités régionaux et internationaux relatifs aux droits humains, à la démocratie, aux droits civils et politiques, aux droits socio-économiques et culturels, aux libertés d'opinion, d'association, d'expression et de manifestation ;

Aussi, la Société civile urge les autorités camerounaises à laisser les associations, les partis politiques à exercer leur droit à la liberté d'association et de manifestation ;

La société civile tient à rappeler que le rôle des autorités est d'encadrer les manifestations afin d'éviter les débordements et non de les réprimer. C'est pourquoi, l'Etat du Cameroun sera tenu pour responsable devant les institutions régionales et internationales dont il fait partie, de toute violence et autres actes de tortures et traitements inhumains et dégradants qui seraient exercés sur les manifestants.

Enfin nous encourageons les forces de défense et de sécurité de ne pas user de leurs armes

et/ou prêter le flanc à cette violence afin de préserver la PAIX que le Chef de l'Etat prône. N'a-t-il pas dit : JE SUIS MENDIANT DE LA PAIX » ?

Enfin, la société civile réitère la nécessité de la tenue d'une Commission-Vérité-Justice et Réconciliation dont la proposition concrète a été déposée dans les bureaux du Chef de l'Etat et d'autres membres du gouvernement ainsi que certains membres des partis politiques et institutions régionales et internationales.

Nous vous remercions

Gladys MBUYA AGBOR NKONGHO Marie KWIN

FIDA CHRDA A NOUS LE CAMEROUN

Cyrille BECHON Maximilienne C. Ngo MBE

NDH REDHAC

- réitérons la nécessité de la tenue d'une commission Vérité Justice Réconciliation dont nous avons maintes fois esquissé la charpente et le contenu à chacune de nos sorties.

Voilà, Mesdames et Messieurs l'objet de notre communication de ce jour.

Je sais que, comme toujours, vous en ferez bon usage

Maximilienne C. Ngo MBE

Directrice Exécutive
